

Rives méditerranéennes

46 | 2013 :

La désindustrialisation au regard de l'histoire

Une désindustrialisation perpétuelle ?

Comment (ré)évaluer le cas du Languedoc-Roussillon ?

NICOLAS MARTY

p. 63-80

<https://doi.org/10.4000/rives.4518>

Résumés

Français English

Depuis les difficultés de la draperie languedocienne et de la métallurgie pyrénéenne dès le début du XIXe siècle jusqu'à la fermeture des Houillères du Bassin des Cévennes à la fin du XXe siècle, l'histoire économique de l'ensemble régional hétérogène rassemblé en 1960 dans la région Languedoc-Roussillon pourrait laisser croire à une désindustrialisation perpétuelle. Les regards portés sur ces phénomènes ont donné lieu à des analyses classiques. Mais on sait maintenant que le prisme fordien a sans doute contribué à une mauvaise évaluation de la diversité des types d'organisations industrielles. Ce point de vue dominant a favorisé l'abandon de formes d'activités jugées archaïques en remettant en question leur capacité à se maintenir ou à se réorienter, et à participer à la modernisation accélérée de la France de la période de la forte croissance des années 1945 à 1975.

Since the difficulties of Languedoc drapery and Pyrenean metallurgy in the Early 19th century until the closure of the Cévennes basin coalmine in the Late 20th century, economic history of the heterogeneous regional set gathered in 1960 in the Languedoc-Roussillon region might suggest a perpetual deindustrialization. Works concerning these phenomena gave rise to classic analysis. But we now know that the Fordist prism has undoubtedly contributed to a misjudgment of the diversity of types of industrial organizations. The prevailing view has encouraged the abandonment of so-called archaic forms of activities by questioning their ability to maintain or to reorient themselves and to participate in the accelerated modernization of France during the period of strong growth from 1945 to 1975.

Entrées d'index

Mots-clés : industries, territoires, désindustrialisation**Keywords** : industries, territories, deindustrialization**Géographie** : Languedoc Roussillon**Chronologie** : Époque contemporaine

Texte intégral

- 1 L'image du Languedoc-Roussillon n'est guère liée à l'industrie. L'espace régional, très hétérogène qui a regroupé le Bas-Languedoc, le Roussillon et une partie des hautes terres du Massif Central (la Lozère) apparaît aujourd'hui comme un ensemble dont l'économie est essentiellement tertiaire et agricole. L'industrie y tient une place limitée. Le tourisme balnéaire et montagnard y est très développé depuis les années 1960. Tout semble converger pour que chacun pense que l'entrée de la région dans la société industrielle ne s'est faite qu'à la marge et sur un mode passif : la spécialisation agricole, la consommation de produits fabriqués ailleurs, la domination par d'autres via l'investissement capitaliste. La presse quotidienne régionale (Midi Libre et l'Indépendant) ne semble découvrir l'industrie que par le biais des difficultés de grosses PME et des plans sociaux associés qui se sont multipliés ces dernières années : Entreprise Jalatte (chaussures de sécurité, Saint-Hippolyte-du-Fort, Gard), Établissements Richard Ducros (charpentes métalliques, Alès, Gard), crèmes glacées Pilpa (agro-alimentaire, Carcassonne, Aude). Le monde politique régional n'aide pas à la compréhension générale. Georges Frêche, dans l'une de ses nombreuses interventions télévisées faisant suite à sa réélection à la présidence du conseil régional en mars 2010, expliquait en substances que si la région connaissait un fort taux de chômage, c'est que celle-ci n'avait jamais connu l'industrialisation et qu'elle en payait désormais le prix !
- 2 La représentation que l'on se fait de cet espace régional est pourtant fautive au regard de l'histoire. Des territoires de cette région ont compté parmi les plus importants de l'industrie textile française aux XVIII^e et XIX^e siècles (laine, soie). La région comptait aussi des bassins industriels d'envergure nationale comme l'ensemble mino-métallurgique d'Alès - la Grand-Combe, des industries urbaines diversifiées à Nîmes (chaussures, bonneteries etc.), mais aussi à Sète (industries chimiques), Béziers (construction réparation ferroviaire), ou Perpignan (papeterie fine), sans oublier d'importantes activités agro-alimentaires (conserveries, eaux minérales, Salins du Midi, apéritifs, etc.), des industries montagnardes. Le Languedoc-Roussillon vit naître plusieurs entreprises pionnières de l'énergie électrique ou de l'industrie chimique au début de la seconde industrialisation¹.
- 3 Le Bas-Languedoc et le Roussillon apparaissent du coup comme des objets d'études stimulants pour qui s'intéresse aux dynamiques des territoires industriels. En effet, ces espaces permettent de sortir des sentiers déjà bien balisés des études sur les déclin des « bassins industriels d'envergure » et des grandes entreprises d'échelle européenne². On y rencontre en effet plusieurs désindustrialisations successives qui donnent le sentiment paradoxal d'une désindustrialisation perpétuelle. Par ailleurs, ces territoires ont donné lieu à des analyses qui permettent de faire un point sur les « regards » qui ont été portés sur les désindustrialisations méridionales. Ces perspectives peuvent permettre d'évaluer différemment les phénomènes de désindustrialisation.

Une désindustrialisation perpétuelle ?

Des désindustrialisations avant l'ère industrielle ?

- 4 Les territoires du Languedoc et du Roussillon ont connu des cas de désindustrialisation précoces³. Ce fut le cas, notamment, de la draperie perpignanaise. Celle-ci devint une activité florissante à partir de 1250, avant même le développement de celle de Barcelone, et connut son apogée vers le milieu du XIV^e siècle⁴. Il s'agissait là d'une draperie propre aux espaces méditerranéens, sous l'influence sans doute du modèle des Flandres, mais avec ses spécificités propres⁵. La draperie connut cependant un déclin marqué au XV^e siècle. De nombreuses questions demeurent sur les causes de



ce déclin, associé parfois à la fin du Royaume de Majorque et à sa réintégration dans l'ensemble catalan dominé par Barcelone, parfois aux campagnes militaires d'Alphonse le Magnanime, à la réorganisation de l'espace commercial méditerranéen, à la grande peste et à ses conséquences etc.⁶.

- 5 Les difficultés majeures des manufactures royales du Carcassès (fin XVIIIe-début XIXe siècle) méritent elles aussi d'être évoquées. En effet, de nombreux travaux ont montré l'importance prise par l'aire de production de Carcassonne au XVIIIe siècle, insistant sur la commercialisation de produits de qualité dans l'Empire Ottoman⁷. Le déclin accéléré de ces activités a été attribué essentiellement aux perturbations de la Révolution et de l'Empire : perte des privilèges associés aux manufactures royales, perturbations majeures du commerce pendant les guerres incessantes de la période, concurrence de plus en plus marquée des producteurs de l'Europe du nord dans ces espaces de la Méditerranée orientale. Les dangers qu'avait pu représenter l'absence de maîtrise des débouchés, la commercialisation des productions se faisant via des commerçants marseillais, ont été également soulignés.

Échecs et fins de trajectoires de la première industrialisation

- 6 Au cours de la première industrialisation, des territoires de ce qui devait devenir la région Languedoc-Roussillon connurent de nouvelles formes de désindustrialisation. Ce fut le cas, notamment, de ceux concernés par la métallurgie du fer pyrénéen. Issues d'activités anciennes et remarquables, les forges pyrénéennes connurent une phase d'expansion suscitant une croissance extensive au XVIIIe puis au début du XIXe siècle⁸. Mais elles furent concurrencées sérieusement par les hauts fourneaux au bois, puis au coke. Dans le même temps, le traité de Libre échange de 1860 entraîna une concurrence plus vive de produits ferreux britanniques. L'ensemble du système productif associant un maître de forges, des charbonniers, des massifs forestiers, des mineurs et les tragniers qui transportaient les produits transformés connut un sévère coup d'arrêt⁹. Seule se maintint une activité presque strictement extractive ne réalisant sur place que les premiers traitements du minerai de fer, comme le grillage. L'utilisation de minerais non phosphoreux (une des qualités du fer pyrénéen) dans le convertisseur Bessemer permit le maintien de cette activité, ainsi que l'usage fait par les producteurs de métallurgie fine du Centre Midi. Mais au début du XXe siècle, l'activité millénaire de la fabrication du fer pyrénéen avait quasiment disparu de l'est des Pyrénées.

Désindustrialisation urbaine : la fin de la papeterie fine à Perpignan

- 7 La papeterie fine, spécialité perpignanaise liée à la proximité espagnole, et développée essentiellement par la famille Bardou à partir du milieu du XIXe siècle, a donné lieu à l'édification de plusieurs entreprises d'envergure, dont la société Bardou Job, fondée par Jean Bardou et son fils cadet Pierre, et la société Joseph Bardou, son frère. Les deux entreprises connurent des développements parallèles entre la fin de la monarchie de Juillet et l'après Première Guerre mondiale, dans la fabrication, le façonnage et la diffusion du papier à cigarette. C'était une industrie urbaine, les usines étant installées au cœur de Perpignan¹⁰. Au cours de l'entre-deux-guerres, cette fabrication connut une quasi disparition de la ville qui l'avait vue naître. L'entreprise Joseph Bardou et fils devint une firme vraiment importante après la mort du fondateur, sous la conduite de ses deux fils, Eugène et Léon. La mort de ce dernier, en 1899, ne ralentit pas le développement de la firme, mais Eugène se rapprocha de ce fait de plus en plus de ses fournisseurs papetiers d'Angoulême. Ce mouvement fut accéléré par le terrible tournant causé par la mort au combat des deux fils d'Eugène pendant la



Première Guerre mondiale. Jules (1893-1916), sous-lieutenant au 11^e Bataillon de Chasseurs, tué dans la Somme le 21 septembre 1916 et Émile (1896-1917), aspirant au 27^e régiment d'infanterie, tué le 17 avril 1917 au Mont Cornillet (Marne). Dès après la guerre, Eugène dissout la société Eugène Bardou et Cie pour s'associer à deux papetiers Angoumois, Brousseau et Bonfils. Le site de production perpignanais resta actif, cependant. Peu après la mort d'Eugène, en 1927, l'usine de Perpignan fut transférée, en totalité et définitivement, à Angoulême en 1930¹¹. L'entreprise Job, la plus importante, ne disparut pas de Perpignan, mais la place laissée à la production y fut de plus en plus réduite. Justin Bardou Job, petit-fils de Jean, le fondateur de l'entreprise développa des liens étroits avec ses fournisseurs, le papetier Paulhiac. En 1913, une SA au capital de 9 millions de francs réunissait les familles Bardou Job et Pauilhac. Au cours des années 1920, l'entreprise investit dans la construction d'une grande unité de production à Toulouse : la proximité des centres de consommation, les facilités d'évacuation des productions, les connaissances de la famille Pauilhac expliquent cette localisation. Peu à peu, les établissements de Perpignan prirent une place réduite. À la fin des années 1930, le papier à cigarette des entreprises Bardou étaient donc très majoritairement fabriqués à Toulouse et à Angoulême¹².

Une désindustrialisation classique : la fin des houillères du bassin des Cévennes

- 8 La région n'a pas été épargnée par les désindustrialisations « classiques ». Ce fut le cas de la fin des houillères des bassins des Cévennes. Les mines d'Alès et de la Grand-Combe suscitèrent une industrialisation associant l'industrie chimique et métallurgique. Cet ensemble comptait entre autres la compagnie des mines, fonderies et forges d'Alès fondée en 1827 à l'initiative du Maréchal Soult, les ateliers et forges des Tamaris, les établissements Vallourec à Bessèges etc.¹³. En 1946, l'État nationalisa les huit principales sociétés du bassin, qui comptaient plus de 22 000 employés : la Compagnie des houillères de Bessèges, la Société des mines de Cessous, la Compagnie des mines de la Grand-Combe, la société des Houillères du nord d'Alès, la société des houillères de Rochebelle, les houillères de Lalle, de Tréllys propriétés de la compagnie des mines, fonderies et forges d'Alès, ainsi que la Compagnie des mines de Graissessac (Hérault). Après des records de production dans les années 1940, les houillères connurent la récession charbonnière. Dès 1952-1954, l'avenir apparaissait très largement compromis. Les HBCM (Houillères de Bassin du Centre et du Midi) furent réorganisées, rationalisées, suscitant des grèves, la chute de l'emploi (12 000 employés en 1959), la mobilité d'une partie de la main-d'œuvre vers les bassins du nord et de l'est¹⁴. Dans les années 1960, les houillères furent rattachées au bassin du Centre Midi, dont le siège était à Saint-Etienne. Tous les puits fermèrent entre les années 1960 et 1985. Parmi les conséquences très nombreuses, la Grand-Combe a vu son nombre d'habitants divisé par trois et les activités de l'industrie métallurgique n'ont pas survécu aux fermetures des mines.

Regards anciens, nouvelles approches, nouveaux chantiers

- 9 Les désindustrialisations concernant l'espace que couvre aujourd'hui la région Languedoc-Roussillon ont donné lieu à des analyses très diverses. Certaines mettent en avant essentiellement la concurrence des investissements dans la vigne à partir du milieu du XIX^e siècle, d'autres le caractère complexe d'une main-d'œuvre fortement politisée ou relevant de la figure nonchalante du travailleur méridional, d'autres encore évoquent la médiocrité d'une bourgeoisie frileuse souhaitant rapidement investir dans la terre, entraînant un fort contrôle des activités productives par les capitaux extérieurs.



Certains, comme Robert Lafont, n'ont pas hésité à évoquer une véritable colonisation de l'Occitanie par le nord, une véritable « trahison des élites » languedociennes et questionné sérieusement la place de l'État français¹⁵. Tous ces regards ne relèvent pas du même niveau d'analyse bien sûr. Ils nourrissent néanmoins le constat amer d'une perpétuelle désindustrialisation. En général, ces visions relèvent d'une lecture à la fois trop étroite et trop large. Trop étroite car à porter les yeux sur un seul domaine ou un seul lieu, on perd de vue les richesses des reconversions, des glissements, des modifications. Trop large car plusieurs de ces analyses effectuent des généralisations abusives. De nouvelles approches permettent de dépasser les principaux défauts de ces éléments d'explication.

La faiblesse du midi ? Ses travailleurs, son esprit industriel ?

- 10 Passons d'abord rapidement sur les jugements de valeurs concernant la main-d'œuvre ou l'absence d'esprit industriel car ces éléments d'explications ne tiennent pas sérieusement à l'analyse. Le Midi en général, le Bas-Languedoc et le Roussillon en particulier, ne manquent pas de grandes figures d'entrepreneurs et de travailleurs acharnés ni de main-d'œuvre ayant contribué à des réussites remarquables. Il est aisé de relever certains paradoxes évidents : par exemple, le Roussillon appartient pleinement à l'aire culturelle catalane, vue comme un « nord » dans la péninsule ibérique, mais est à l'inverse vu comme un sud profond pour la France. Ainsi, de fait, les Roussillonnais appartiennent à la fois au monde des sudistes paresseux et des septentrionaux laborieux ?
- 11 L'installation et l'échec du haut fourneau de Schneider à Sète illustre bien le cas d'une mise en cause de la main-d'œuvre du Midi et de son caractère ombrageux et difficile pour expliquer un échec industriel. En effet, la grande firme du Creusot avait investi au début du siècle dans un ensemble industriel comprenant initialement un haut fourneau dans la zone portuaire de Sète, avec une technologie innovante et des projets de développement de grande envergure (aciéries, ateliers de laminage, construction navale). Le haut fourneau avec une capacité de 200 tonnes de fonte par jour contre 80 t ailleurs en France, fut inauguré en 1902. Mais très rapidement, c'est-à-dire deux ans après l'inauguration officielle du premier haut fourneau, les forges de Sète furent arrêtées. L'explication donnée par la firme repose essentiellement sur l'agitation et les problèmes sociaux : faits de grève, mises en interdit par les ouvriers du port, agitation permanente. Sans nier ces éléments, les historiens ont pu montrer que le projet avait été en réalité très mal engagé, et que l'investissement des Schneider, s'il était visionnaire (industrie sidérurgique sur l'eau), avait surtout été très mal pensé. Les fontes produites par le haut fourneau n'avaient pas de débouchés assurés, le projet industriel avait été mal préparé et de très nombreux problèmes techniques empêchèrent un fonctionnement normal des installations. Ainsi, la question sociale et les difficultés de gestion d'une main-d'œuvre difficile, sont-elles très loin d'être les seules explications à cet échec industriel¹⁶.

L'exemple de l'industrie lainière et ses enseignements

- 12 Le cas de l'industrie textile est extrêmement intéressant dans la mesure où il a été très étudié et que les apports récents de l'historiographie sont très féconds pour une analyse plus globale des questions des trajectoires industrielles régionales. Dès 1949, Claude Fohlen, dans un article fondamental développait l'idée selon laquelle l'intensification de la viticulture régionale avait conduit à la décadence industrielle de la draperie en attirant la main-d'œuvre et en assurant des bénéfices plus élevés à court



terme, dans le contexte d'une intégration accélérée du sud français au reste du territoire national français¹⁷. Cette idée très utilisée, a occulté une partie de l'apport de Claude Fohlen, à savoir que l'industrie drapière se déplaça vers des zones proches mais où la vigne ne lui faisait pas concurrence¹⁸. Elle a servi par ailleurs de cadre explicatif global pour toute une région et pour toutes les activités, alors qu'il s'agissait d'un travail spécifique sur l'industrie drapière. C'est ainsi que le géographe Raymond Dugrand, dans sa thèse d'État *Villes et campagnes en Bas-Languedoc*, publiée aux Presses Universitaires de France en 1963, pouvait conclure, après avoir évoqué quand même une convergence de causalités diverses, que « (...) la transformation du Bas-Languedoc en usine à vins est en grande partie à l'origine de la désindustrialisation régionale¹⁹ ». La thèse eut un grand retentissement, diffusant cette analyse globale des causes de la désindustrialisation régionale²⁰. Cette conclusion fut ensuite reprise par toutes les synthèses sur l'économie régionale. À titre d'exemple, on peut citer l'article de Suzanne Savey, paru dans le *Bulletin de la société languedocienne de Géographie* de 1972 qui commençait ainsi : « (...) Dans son ensemble, le Languedoc-Roussillon a manqué la révolution industrielle du XIXe siècle dans la mesure où la bourgeoisie locale a préféré investir ses capitaux dans la monoculture de la vigne plutôt que dans la grande industrie (...)»²¹.

- 13 Or, géographes, économistes et historiens ont apporté depuis une vingtaine d'années des analyses nouvelles, en jouant sur l'emboîtement des échelles entre le local et le global, en utilisant tous les apports des sciences sociales, en travaillant très finement sur tous les aspects possibles de l'activité drapière. Les chercheurs ont montré qu'aucune des raisons qui étaient avancées ne se suffisaient à elle-même pour faire comprendre le déclin des draperies du Bas-Languedoc. En effet, les difficultés étaient apparues à Carcassonne avant la Révolution française et l'Empire et donc, on ne pouvait pas expliquer ce déclin uniquement par la perte du monopole que détenaient les manufactures royales. Claude Marquié a étudié le groupe social des marchands fabricants montrant que ce groupe s'était renouvelé au cours du XVIIIe siècle et pouvait laisser entrevoir des stratégies diverses selon les trajectoires familiales. Gilbert Buti a montré que la perte des marchés d'exportation vers les Échelles du Levant ne pouvait s'expliquer par les seules perturbations géopolitiques de la fin du XVIIIe siècle et du tout début du XIXe siècle, mais aussi par une modification complexe des relations marchandes sur lesquelles le commerce des draps du Languedoc avait pu se construire²². Les manufacturiers, via les négociants banquiers marseillais, avaient obtenu d'excellents résultats en suivant des normes strictes, inspirant une grande confiance chez les consommateurs, essentiellement les Grands des cours Ottomans. Mais au cours du siècle, ce furent les produits de gamme moyenne, destinés à de nouvelles couches de consommateurs, qui dictaient la mode. De nombreux manufacturiers modifièrent leur offre, contournant les règles préétablies, réalisant une véritable rupture du pacte de confiance qui avait constitué la base du succès²³. Christopher Johnson a montré à quel point les producteurs de drap du Lodévois avaient investi dans la première moitié du XIXe siècle pour leurs machines et équipements hydrauliques, loin d'une vision frileuse du capitalisme régional²⁴.

- 14 Plus généralement, l'historiographie catalane a montré que c'était une erreur de penser que les activités viticoles étaient incompatibles avec le développement industriel. Frances Valls Junyent et avant lui, Jaume Torras ont montré que la viticulture et l'exportation des vins avaient été les fermes supports du processus d'industrialisation catalan. Torras démontra comme pour le Languedoc décrit par Fohlen, la construction d'une véritable division du travail entre comarques viticoles et comarques drapières²⁵. Junyent a présenté les différences et les convergences entre les deux trajectoires industrielles, insistant notamment sur l'importance qu'avait prise l'industrie cotonnière en Catalogne qui pouvait différencier les deux espaces régionaux voisins²⁶. En somme, il faut bien considérer l'ensemble de l'environnement économique et social de l'activité pour comprendre les évolutions complexes de la draperie.

Jean-Michel Minovez, dont le terrain d'étude concerne l'ensemble du Languedoc a mobilisé tout l'appareil conceptuel construit par les sciences sociales pour comprendre



les formes de développement alternatives permettant de dépasser les lectures centrées sur les grands établissements et les bassins industriels. La construction des territoires industriels, la remise en avant du rôle des PME, l'existence des systèmes de production localisés, les questionnements sur l'existence et le fonctionnement de districts industriels permettent de redonner une visibilité à des territoires industriels considérés comme dépassés ou inintéressants pendant toute la phase de domination du paradigme fordien de l'industrialisation européenne²⁷. Cette évolution de l'historiographie accompagne parfaitement le changement de paradigme des sciences sociales mettant au centre des investigations la place des acteurs, comme pivot du social ainsi que l'importance des jeux relationnels entre eux sur de multiples plans, la manière dont ceux-ci participent à la construction des règles et des normes etc. Jean-Michel Minovez montre ainsi la grande diversité des évolutions rencontrées en Languedoc depuis le XVIII^e siècle. Il rend justice et intérêt à des structures productives rendues pendant longtemps invisibles par leurs formes propres, caractérisées par des entreprises de petite taille, faiblement mécanisées, travaillant pour des marchés limités etc.²⁸. Ces éléments sont appuyés également par les travaux de Jean-Marc Olivier centrés sur le concept d'industrialisation douce à partir de sa thèse sur les formes spécifiques de l'industrialisation rurale dans le Jura²⁹. Olivier a montré également à quel point les industries dispersées, sans grandes usines, fonctionnant en « nébuleuses d'ateliers », sur la base d'une dynamique sociale particulière aux très petites entreprises (espoir d'ascension sociale, viviers de micro-patrons constamment renouvelé, encastrément dans la société locale etc.) avaient été importantes dans les industrialisations française, suisse et suédoise³⁰.

Les petites sociétés montagnardes et leurs reconversions

16 Tous ces apports ouvrent des perspectives très stimulantes pour une relecture de l'histoire économique du Languedoc et du Roussillon et de ses désindustrialisations. Il est ainsi possible de suivre au plus près la manière dont les reconversions se sont effectuées, de manière souple³¹. Dans les Pyrénées-Orientales, l'habileté des derniers maîtres de forge est d'avoir su diversifier leur activité vers la commercialisation des fers dans un domaine qui n'avait pas encore été accaparé par la grande industrie : la quincaillerie ferrometallurgie, dont le commerce devint une des spécialités du département. Ce fut le cas de Jules Deit (1844-1912), un des derniers maîtres de forges de Corsavy, dans le Vallespir, sur le massif du Canigou. Marié à la fille d'un commerçant de Perpignan, il parvint à réorganiser ses activités vers le commerce du fer. En janvier 1902, la Maison Jules Deit fusionna avec une autre entreprise de même activité pour créer la société anonyme Comptoir des Fers et Quincailleries de Perpignan, au capital de 950 000 F. L'entreprise qui comptait plus de 70 salariés en 1938, vendait ses produits dans un espace comprenant tout le midi de la France et la province de Girona en Catalogne. Victor Deit, son fils, devint une des figures du monde économique de Perpignan, conseiller de la banque de France (succursale de Perpignan), membre fondateur de la banque du Roussillon etc.³². Ce type de reconversions réussies montre que la désindustrialisation du monde du fer pyrénéen n'a pas été suivie d'un vide absolu.

17 Nathalie Cabanas a, dans sa thèse, montré tout l'intérêt d'une activité peu « visible » : la production d'espadrilles dans les Pyrénées. Son origine même est à rechercher dans la fragilisation avancée de l'industrie textile et des forges. Ce sont près de 10 000 personnes qui travaillaient dans les Pyrénées à la fin du XIX^e siècle dans ce type de production, qui se maintint jusqu'aux années 1950 dans les Pyrénées-Orientales et plus longtemps encore en Basse-Soule³³. Il a été mis en avant d'autres systèmes efficaces : ainsi, les entreprises chapelières de la Haute vallée de l'Aude fonctionnèrent à partir du second empire sur un système très souple et fortement intégré à la société locale. Jean-



Marc Olivier, qui a travaillé sur les chapelleries du sud de la France, fait remarquer qu'Espéraza atteint son apogée en 1929 avec seize usines fabricant vingt-quatre millions de chapeaux et de cloches, dont neuf millions étaient exportés. Ce bourg d'un peu plus de deux mille habitants, associé aux localités voisines, constituait alors le deuxième pôle mondial de la chapellerie de feutre après Monza en Italie³⁴. Après la Seconde Guerre mondiale, les ateliers se reconvertirent dans le domaine de la chaussure et des matières plastiques. Des sociétés internationales s'associèrent aux forces locales, comme les établissements Hutchinson à Chalabre, ainsi que les entreprises Formica et Cana à Quillan, qui employaient plus de 700 personnes à la fin des années 1960³⁵.

Médiocrité de la bourgeoisie, perte de contrôle ? Le cas des entreprises de l'énergie électrique

- 18 Le cas des entreprises de l'énergie électrique, étudié notamment par Jean-Louis Escudier est particulièrement utile pour discuter de la médiocrité supposée de la bourgeoisie et de son absence d'esprit d'entreprise, ainsi que sur les questions de financement et de contrôle par les capitaux extérieurs³⁶. Nombreux furent les entrepreneurs innovants et remarquables qui se lancèrent dans une branche industrielle complexe et pleine de risques : Achille Gaillard (1859-1935, société des forces motrices de l'Agout Tarn, Hérault), Edmond Bartissol (1841-1916, Société hydroélectrique du Roussillon), Joachim Estrade (1857-1936, Société méridionale des transports de force, Aude), François Écoiffier (1851-1913 ; Industrie Électrique Écoiffier, Pyrénées-Orientales) pour ne citer que les plus importants. Avant 1914, le Languedoc-Roussillon produisait donc des entrepreneurs qui tranchent singulièrement avec l'image couramment proposée de repli sur la rente viticole. Les entreprises qu'ils avaient développées étaient capables non seulement de résister aux grandes firmes de la branche, mais aussi, de se trouver en position « offensive » pour reprendre l'expression de Jean-Louis Escudier³⁷. Leurs sociétés durent faire face après 1919 à un nouveau contexte juridique et économique bouleversant la distribution et la production de l'électricité qui les fragilisa. Un véritable statut des usines de production, installant différents régimes : régime d'autorisation pour les petites chutes ; régime de concession pour les autres, sous la surveillance du service des forces hydrauliques du Sud-Ouest fut instauré. Cette nouvelle organisation favorisait la prise de contrôle de certaines entreprises locales par des capitaux extérieurs³⁸. Toutes ces entreprises furent en outre nationalisées après la Seconde Guerre mondiale, intégrées en 1946 dans le réseau EDF. Ce mouvement mit fin à une trajectoire industrielle désormais largement oubliée du grand public bien que traitée sérieusement dans le cadre de la recherche universitaire³⁹. Outre ses enseignements propres, le cas de l'industrie électrique permet de revenir sur deux points majeurs dans le cas des désindustrialisations, la place du contrôle financier extérieur et le rôle de l'État.

L'emprise du capital extérieur

- 19 Parmi les causes du déclin industriel soulevées dans le travail de Raymond Dugrand, l'un des points principaux était l'emprise du capital industriel extra languedocien sur les structures productives régionales. Il soulignait un véritable monopole du capitalisme financier extra régional sur les industries de base et sur les grands établissements, tandis que la déprise régionale avait été fortement marquée également sur les moyennes et petites entreprises. Selon lui, la crise de 1931 fut la grande période des rachats industriels. Il considérait cette entreprise comme un danger évident : ces capitaux extra régionaux font que les décisions qui concernent les Languedociens sont prises en dehors des considérations locales. Le Bas-Languedoc était donc intégré à une organisation beaucoup plus vaste dont il ne retirait que sujétion et paralysie. La conclusion qu'il faut en tirer est que « la désindustrialisation du bas-Languedoc était



avant tout liée à une incapacité des capitaux urbains régionaux⁴⁰ ». Ces éléments d'explication ont été souvent repris ensuite, notamment par le mouvement occitaniste. Ce fut le cas notamment de Robert Lafont, homme de gauche et régionaliste, qui pendant les années 1960, fut un de ceux qui diffusèrent l'idée d'un véritable colonialisme intérieur⁴¹. La conclusion, forte, proposait comme une « vérité ultime » que « (...) la classe régionale des notables est une classe collaboratrice du pouvoir colonisateur⁴² ». Ces éléments rappellent l'importance des questions du crédit, de l'accès au financement qui sont des pistes fondamentales pour comprendre les fonctionnements des activités, ainsi que leur pérennité ou leur déclin. L'importance de l'analyse financière « vue d'en bas » a été déjà soulignée il y a plus de vingt ans⁴³. Depuis, l'historiographie a insisté sur la diversité des systèmes bancaires, et sur le rôle territorial des banques et leur capacité à contrôler un espace⁴⁴. Des travaux importants ont été menés sur des terrains proches (le sud-ouest) ou plus éloignés (le nord) et tous sont extrêmement féconds⁴⁵. Certains éléments ont été avancés pour la région⁴⁶. Dans la présentation des papiers économiques d'un homme d'affaires carcassonnais du début du XXe siècle – Prosper Capelle – Lionel Dumond précise que les banques locales développèrent « (...) une pratique parcimonieuse des prêts à l'industrie ». Cet état de fait explique que Capelle préféra trouver d'autres solutions de financement, notamment la mobilisation de capitaux provenant essentiellement de son environnement proche⁴⁷. Cependant, bien des points restent encore à éclaircir notamment dans la manière dont les banques locales, régionales et mutualistes (de type Crédit Agricole et Banque populaire) ainsi que les agences des grandes banques de dépôts, répondirent ou non aux besoins des entreprises locales. Sans doute serait-il opportun de lancer une grande enquête reposant sur la mise au point d'une base de données, en suivant le modèle établi pour la région lyonnaise par Hervé Joly, Christophe Robert et Alexandre Giandou afin de mesurer depuis les années 1920 quelle est la part concrète du capital extra régional dans les entreprises et les établissements régionaux ?⁴⁸ En d'autres termes, dans quelles branches le pouvoir économique s'est-il déplacé hors de la région au cours du XXe siècle ? Avec quels espaces la région a-t-elle des relations capitalistes etc. ? Autant de questions qui permettraient de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de Raymond Dugrand.

Le rôle des politiques de l'État

20 La place des politiques économiques de l'État dans le développement des régions est un thème très vaste. L'importance du colbertisme dans le développement de la grande draperie a été signalée. La place des commandes militaires a été également de première importance pour l'activité des usines du Lodévois, tandis que la politique des nationalisations a eu également un impact très fort, à la fois sur les houillères comme on a pu le voir, mais aussi sur toutes les entreprises qui travaillaient dans l'énergie ou pour les compagnies de chemin de fer. Les ateliers de réparation Chefdebien, à Perpignan, par exemple, perdirent tous leurs contrats avec la Compagnie du Midi, ou encore les établissements FOUGA à Béziers, furent en difficulté lorsque la SNCF utilisa ses propres ateliers de réparation.

21 En ce qui concerne le tournant que représente les années 1930-1960, on pourrait se demander si le déclin a des causes endogènes ou bien si c'est la politique modernisatrice de l'État et des grandes entreprises qui est à l'origine du déclin des PME familiales et des systèmes de production locaux plus ou moins cohérents jugés archaïques et condamnés à disparaître ? Sans doute les deux éléments ont dû jouer. Mais il est certain que « l'outillage mental » de tous les observateurs, tourné vers la grande industrie, ne pouvait que condamner les structures vues comme trop anciennes et dépassées au moment même où se lançaient les programmes de développement des régions⁴⁹. Il faut relire à cette aune les descriptions du monde de la production du milieu du XXe siècle. En voici deux exemples qui peuvent paraître significatifs. Au cours de l'année 1959, le préfet des Pyrénées-Orientales reçut un élève stagiaire de



l'École nationale de l'administration. Chargé de faire le point sur l'économie du département, il conclut, dans son mémoire de stage, déposé en décembre 1959, qu'il fallait « (...) abandonner les industries condamnées par le progrès et la vogue (...) »⁵⁰.

22 Plus marquant car ayant sans doute un impact plus fort, l'avis du professeur Jules Milhau, exprimé dans un article de la Revue Économique, paru en 1956, était sans appel : les crises agricoles en Languedoc avaient été aggravées en raison du fait que « (...) les industries locales n'avaient pas fait, en temps utile, la modernisation qui s'impose⁵¹ ». Un peu plus loin, il insistait sur le fait qu'il était inutile de développer « (...) toute action tendant à assurer la survie d'entreprises infra marginales dépassées par l'évolution économique⁵² ». Jules Milhau était un homme influent. Professeur à l'Université de Montpellier, grand défenseur de l'économie viticole, il était membre du comité économique depuis 1951 et créateur du centre régional de productivité et des études économiques. Il joua un rôle non négligeable dans les politiques économiques régionales. Sa biographie, établie par Olivier Dedieu, précise qu'en 1957, il joua un rôle significatif dans l'élaboration du programme d'action régionale du Languedoc et participa à toutes les étapes menant à la création de la Mission interministérielle pour l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon⁵³. Dans son article de 1956, Jules Milhau chantait les louanges de la « richesse péagère » que représentait la côte languedocienne. « (...) La théorie de la rente du sol peut s'appliquer ici à coup sûr : le Languedoc peut s'enrichir en vendant 200 km de front de mer au reste de la France⁵⁴ ». Pour Jean Ballardur, un des architectes du projet (aménageant notamment La Grande Motte) mis au point à partir de 1963, il était clair que le général de Gaulle et son premier ministre Georges Pompidou avaient décidé d'ouvrir le littoral du Languedoc-Roussillon à l'industrie touristique faute de pouvoir développer l'industrie dans une région de monoculture de la vigne⁵⁵.

23 Les actions publiques ne se tournèrent donc pas vers la défense des industries qui étaient considérées comme condamnées. Dans les années 1970, Suzanne Savey pouvait regretter que « La région n'a que très peu bénéficié de la décentralisation industrielle (...) ». Finalement, ce furent quasi uniquement des capitaux étrangers qui participèrent au développement industriel après 1950 : « Entre 1954 et 1968 (...) on se rend compte que les capitaux étrangers ont créé la quasi-totalité des nouveaux emplois du secteur secondaire, bâtiment et travaux publics exclus⁵⁶ ». Ces investissements auraient sans doute pu maintenir des activités, favoriser des reconversions, maintenir les savoir-faire industriels. Cela ne se produisit pas. En revanche, l'économie de la rente s'installa bel et bien en Languedoc-Roussillon, avec ses effets pervers tels qu'ils ont été parfaitement décrits par Henri Solans pour les Pyrénées-Orientales : la limitation du nombre des prises de risque est claire. Les entrepreneurs privilégient toujours le retour sur investissement rapide, rechignent particulièrement à la gestion de la force de travail. Cet état d'esprit d'entreprise explique la présence massive de petites entreprises, la saisonnalité excessive des activités, les solutions de facilité telles que le travail au noir pour éviter les adaptations trop audacieuses, et au total, la faiblesse des politiques sociales⁵⁷.

Conclusion

24 Au terme de cette réflexion sur les désindustrialisations tirée des observations effectuées en Languedoc Roussillon, c'est bien la complexité des phénomènes qui apparaît avant tout. La région, qui a participé très largement à la « puissance du Midi » aux débuts de l'industrialisation, n'a pas pour autant connu un retour strict au monde agricole, comme dans plusieurs cas où la pré industrialisation n'a pas débouché sur des phénomènes industriels⁵⁸. Les espaces compris dans l'actuelle région Languedoc-Roussillon ont participé de la diversité des expériences régionales d'industrialisation en Europe. Si l'industrialisation peut être identifiée comme un phénomène régional, la redécouverte du rôle des PME, la réévaluation des petites entreprises rurales, des



systèmes urbains complexes montrent bien la nécessité de travailler sur les trajectoires des territoires à travers une analyse plus fine⁵⁹. Le regard porté sur ces types d'organisations industrielles a longtemps été très réducteur. Le prisme fordien a sans doute contribué à une mauvaise évaluation de ces types d'organisations industrielles qui avaient pourtant, dans leur souplesse et leur flexibilité, fonctionné pendant plus de 150 ans de manière efficace. C'est bien ce qu'a montré Jean-Michel Minovez pour les industries de la laine. Ce n'est que très tardivement que la DATAR a reconnu l'existence d'un système productif localisé situé dans l'Ariège, à Laroque d'Olmes et l'a montré comme exemple de fonctionnement d'un territoire industriel pérenne, alors que le développement des concepts tels que les systèmes productifs localisés et les districts industriels avaient été mis en avant par les chercheurs en sciences sociales. Mais au moment où ce constat était fait, le système lui-même était à bout de souffle et n'était quasiment plus en activité. Ce rappel des difficultés de bien lire les réalités sociales peut sans doute être utile au moment où le monde occidental fait face à des bouleversements majeurs : comme le proposait Xavier Daumalin, n'avons-nous pas trop tendance à occulter les nouvelles dynamiques des territoires, leur capacité à résister et à renouveler leur appareil productif industriel ?

- 25 Bien des travaux restent encore à effectuer dans le cadre de cet ensemble régional : monographies de firmes et démographies des entreprises, accès au crédit, travail en profondeur sur les systèmes productifs, de leur construction à leur déclin par la constructions de bases de données quantitatives et l'analyse micro-historique, étude en finesse des groupes sociaux et de leurs interrelations, travail d'inventaire et de mise en valeur d'un patrimoine industriel et technique original qui permette aux populations de reconstruire et de se réappropriier une partie de l'identité de leur pays.

Notes

1 L'usine de Salindres (Gard), berceau de Péchiney ; l'usine Nobel de dynamite à Paulilles (Port-Vendres, Pyrénées-Orientales), la société méridionale des transports de force à Carcassonne etc.

2 Cf. par exemple Michel Hau, "La face cachée de l'aventure industrielle" in Les grands naufrages industriels, Entreprises et Histoire n° 1 (2001), p. 4-6. ; Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf, 1974-1984, Une décennie de désindustrialisation ? Actes des premières Journées d'histoire industrielle, Mulhouse, Belfort, 11-12 octobre 2007, Paris, Picard, 2009.

3 Pour les cas de désindustrialisation précoce, voir la présentation synthétique de Christopher H. Johnson, « Introduction De-industrialization and globalization », in Bert Altena, Marcel Van der Linden (dir.), De-Industrialization : Social, Cultural, and Political Aspects, Cambridge (Mas.), 2002, International review of Social History, vol. 4, supplements, p. 5-8.

4 Gilbert Languier, « Draperie et économie au temps des rois de Majorque », dans Royaume de Majorque, de l'histoire au mythe, Perpignan, CEDACC, 1997, p 33-41.

5 Dominique Cardon, Technologie de la draperie médiévale d'après la réglementation technique du nord-ouest méditerranéen (Languedoc, Roussillon, Catalogne, Valence, Majorque), doctorat, histoire, Université Montpellier 3, 1990.

6 Anthony Pinto, « Perpignan un grand centre drapant méditerranéen, état de l'historiographie », in La fibre catalane : industrie et textile en Roussillon au fil du temps, Canet, Trabucaire, 2005, p. 12-37.

7 Charles Carrière et Michel Morineau, « Draps du Languedoc et commerce du Levant au XVIIIe siècle », Revue d'histoire économique et sociale, 1968, n° 1, p. 108-121 ; Charles Carrière, « La draperie languedocienne dans la seconde moitié du XVIIe siècle. Contribution à l'étude de la conjoncture levantine », dans Conjoncture économique et structures sociales. Hommage à Ernest Labrousse, Paris-La Haye, Mouton, 1974, p. 157-172 ; Rémy Cazals, Gilbert Languier et al., L'industrie de la laine en Languedoc depuis la préhistoire jusqu'à nos jours, APALR – les Audois, 1995 ; Claude Marquié, L'industrie textile carcassonnaise au XVIIIe siècle, étude d'un groupe social, les marchands fabricants, Carcassonne, 1993, Société d'études scientifiques de l'Aude.

8 Véronique Izard, "Le fer et la forêt dans un pays frontière. Enjeux économiques et sociaux et crises séculaires de la métallurgie au bois dans la Province du Roussillon (XVIIe-XIXe siècle)", in Michel Brunet, Serge Brunet, et Claudine Pailhes, (s.d), Pays Pyrénéens et Pouvoirs Centraux (XVIe – XXe s.), Foix, Association des amis des archives de l'Ariège, Conseil Général de l'Ariège, 1994, tome 1, p. 105-127. Cf. Catherine Verna, Le temps des moulins : fer, technique et société dans les Pyrénées centrales (XIIIe-XVIe siècles), Paris, Publications de la Sorbonne. Histoire



ancienne et médiévale, 2001, Philippe Dillmann, Liliane Pérez, and Catherine Verna (dir.), *L'acier en Europe avant Bessemer : actes du colloque international*, Conservatoire national des arts et métiers, Paris, 8-10 décembre 2005, 1 vol. , Toulouse, 2011, Méridiennes (coll. Histoire et techniques).

9 Véronique Izard, *Cartographie successive des entreprises métallurgiques dans les Pyrénées nord-catalanes : support préliminaire à l'étude éco-historique des forêts charbonnées*. Centre d'Archéologie médiévale du Languedoc, Carcassonne, t. 12, p. 115-129, (1994).

10 Edwige Praca, « Perpignan à l'ère industrielle : l'exemple du papier à cigarettes Job (XIXe-début XXe siècle) », Michèle Ros, Raymond Sala (dir.), *Perpignan une et plurielle*, Canet-Perpignan, 2004, p. 155-174.

11 Gérard Bonet, Nicolas Marty, notices « Joseph Bardou » et « Eugène Bardou », in Gérard Bonet et al. *Nouveau dictionnaire des biographies roussillonnaises*, Perpignan, Publications de l'Olivier, 2011, p. 102-107.

12 Ibid., p. 107-109.

13 Cf., Jean-Michel Gaillard, *Un exemple français de « ville-usine » : la Grand-Combe dans le Gard et sa compagnie des mines 1830, 1921*. Université de Paris-X, Thèse, Histoire, 1974, 324 p.

14 Nathalie Hermellin, « La Grève des mineurs en 1963. Perception nationale et souvenir local (le cas des Cévennes) », *Mémoire de maîtrise*, Antoine Prost, dir., Université Paris 1, 1989, Fabrice Sugier, Jean-Marie Durand, *Mineurs des Cévennes*, 2 vols., L'Univers des hommes, Montpellier, Espace sud éd, 1993.

15 Robert Lafont, *Décoloniser en France, les régions face à l'Europe*, Paris, Gallimard, 1971.

16 Jean-Philippe Passaqui, *La stratégie des Schneider : du marché à la firme intégrée, 1836-1914*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2006. Cf aussi Lionel Dumond, « Les haut fournaux de l'arrière-port sétois à la fin du XIXe siècle : l'échec d'un 'rêve industrialiste' », in Lionel Dumond, Stéphane Durand, Jérôme Thomas (dir.) *Ports dans l'Europe méditerranéenne : trafics et circulations, images et représentations, XVIe-XXIe siècles*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2008, p. 135-152.

17 Claude Fohlen, « En Languedoc, vigne contre draperie », *Annales Économie, sociétés, civilisations*, 1949- 3, p. 290-296.

18 Ibid., p. 295.

19 Raymond Dugrand, *Villes et campagnes en Bas-Languedoc, le réseau urbain du Bas-Languedoc méditerranéen*, Paris, PUF, 1963, p. 402.

20 L'influence de Raymond Dugrand a été particulièrement forte à la fois à l'Université de Montpellier, mais aussi dans le développement remarquable de la ville de Montpellier. Il a en effet été élu lors des élections de 1977 sur la liste de Georges Frêche et fut son premier adjoint à l'urbanisme de 1977 à 2001.

21 Suzanne Savey, « structures industrielles et industrialisation en Languedoc-Roussillon », *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, 1972-4, p 387-410, ici p. 389. Notons que Suzanne Savey travaillait alors dans le même laboratoire que Raymond Dugrand : l'équipe de recherche associée de géographie urbaine de Montpellier.

22 Gilbert Buti, « Des goûts et des couleurs. Draps du Languedoc pour clientèle levantine au XVIIIe siècle », *Rives méditerranéennes* n° 29, 2008, 125-140.

23 C'est le choix fait par les manufactures de Carcassonne et de Clermont-Lodève alors que celles de Bédarieux maintinrent une fabrication traditionnelle. J. K. J. Thomson, *Clermont-de-Lodève, 1633-1789. Fluctuations in the prosperity of a Languedocian cloth-making town*, Cambridge, Cambridge U.P., 1982, p. 370-420.

24 Christopher H. Johnson, *The life and death of industrial Languedoc, 1700-1920 : the politics of deindustrialization* New York ; Oxford, Oxford University Press, 1995.

25 Cf. Jaume Torras Elias, « Especialización Agrícola e Industria Rural En Cataluña En El Siglo XVIII », *Revista De Historia Económica - Journal of Iberian and Latin American Economic History* 2, -3, 1984, p. 113-127.

26 Pour une synthèse des discussions sur ce thème, voir Francesc Valls Junyent, « Échecs et succès de l'industrialisation dans les territoires du vignoble. Languedoc Versus Catalogne », in Florent Le Bot, Cédric Perrin *Les chemins de l'industrialisation en Espagne et en France Les PME et le développement des territoires (XVIIIe-XXIe siècles)*, Bruxelles ; Bern ; Berlin, P.I.E. Peter Lang, 2011, p. 249-274.

27 Cf. Jean-Claude Daumas, « La Business History à la française : deux ou trois choses que je sais d'elle », in du même (ed.), *L'histoire économique en mouvement : entre héritages et renouvellements*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, p. 189-218, plus particulièrement les p. 206-210.

28 Jean-Michel Minovez, *L'industrie invisible : les draperies du Midi, XVIIe-XXe siècles*, Paris, France, CNRS éd., 2012 ; Jean-Michel Minovez, *La puissance du Midi : Drapiers et draperies de Colbert à la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.



29 Jean-Marc Olivier, *Des clous, des horloges et des lunettes : les campagnards moréziens en industrie, 1780-1914*, Paris, CTHS, 2004.

30 Cf. Résumé de l'HDR de Jean-Marc Olivier, "Industrialisation douce/Soft Industrialization" consulté le 13 mars 2013, <http://jean-marc-olivier.blog.lemonde.fr/>. Il faut noter ici la proximité vertueuse de Jean-Marc Olivier et Jean-Michel Minovez, dans les instances dirigeantes du même laboratoire toulousain, l'UMR FRAMESPA.

31 Les travaux de Pierre Judet montrent des cas très intéressants d'adaptations/reconversions dans les territoires de montagne, cf. par exemple : Pierre Judet, « Décolleteurs de la vallée de l'Arve », Jean-Claude Daumas [dir.], *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, 1613 p., p.224-227.

32 Cf. Nicolas Marty, « Jules Deit » et « Victor Deit », dans Gérard Bonet, André Balent, Etienne Frenay, Nicolas Marty, Michelle Ros (dir.), *Nouveau dictionnaire de biographies roussillonnaises, 1789-2011. administration, armées, économie, églises, justice, mouvements et organismes sociaux, politique, presse politique et d'information générale : A-L Volume I, tome I, Pouvoirs et société*, Perpignan, Publications de l'olivier, 2011, p. 336-338.

33 Nathalie Cabanas, *L'activité sandalière en Haut-Vallespir et en Basse-Soule de l'essor à la patrimonialisation du milieu du XIXe siècle au milieu des années 80*, Thèse, Histoire (Michel Cadé, dir.), Perpignan, Université de Perpignan, 2011, 623 f.

34 Jean-Marc Olivier, « Chapeaux, casquettes et bérets : quand les industries dispersées du sud coiffaient le monde », *Annales du Midi*, n° 251, juillet-septembre 2005, p. 426.

35 Tatiana Kletzky-Pradere, *Formica, les usines de Quillan : album de famille*, Quillan, chez l'auteur, 2003 ; cf. aussi, Suzanne Savey, art. cit., p. 390.

36 Jean-Louis Escudier, « Industrialisation et capital financier : application aux entreprises de production et de distribution d'électricité en Languedoc-Roussillon (1890-1940) », 26e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Toulouse, 2001, *Paysages, territoires et aménagements dans le sud de la France*, Paris, CTHS Éditions, 2004, p. 189-205 (édition électronique).

37 Ibid., p. 199.

38 Jean-Louis Escudier, « Stratégie territoriale et mobilisation des capitaux : la Société Méridionale de Transport de Force de 1890 à 1930 », in Dominique Barjot, Sophie Coeuré, Henri Morsel (dir.), *Stratégies, gestion, management. Les compagnies électriques et leurs patrons 1895-1945*, Paris, 2001, p. 219-234.

39 Claire Sarda, *L'électrification Des Pyrénées-Orientales. 1880-1946, Mémoire de Maîtrise, histoire*, François Caron dir., Paris IV, 1984, Jean-Louis Escudier, *Edmond Bartissol (1841-1916). Du canal de Suez à la bouteille d'apéritif*, CNRS Éditions, 2000, 320 p. ; Jean-Louis Escudier, « Du capitalisme familial au XXe siècle. Le « testament économique » de Prosper Capelle (1865-1945), présentation et édition critique », *LIAME* n° 18-19, Montpellier, Université Montpellier III-Paul Valéry, 2007, 198 p ; Nicolas Marty, notices Louis et Henry Abram, Secteur électrique Abram, François Écoffier fondateur de l'IEE, Charles de Lacroix, directeur général de l'IEE de 1919 à 1931, in Gérard Bonet et al., *Dictionnaire...*, op. cit., p. 20-22, 403-404, 582-583.

40 Raymond Dugrand, op. cit., p. 62.

41 Cf. "Biographie de Robert Lafont," accessed March 25, 2013, <http://robert-lafont.locirdoc.fr/biographie.php>. Voir particulièrement : Robert Lafont, *La révolution régionaliste*, Paris, Gallimard, 1967 et du même, *Décoloniser en France, les régions face à l'Europe*, Paris, Gallimard, 1971.

42 Robert Lafont, *Décoloniser en France...*, op. cit., p. 107.

43 Louis Bergeron, « Le monde de la finance vu d'en bas » in *Histoire de la France, l'espace français*, Paris, Le Seuil, 1989, p 312-332. Voir aussi Guy Thuillier, « Les sources de l'histoire bancaire régionale au XIXe siècle », *Études et documents*, 1992-IV.

44 Patrice Baubeau, Pierre-Cyrille Hautcoeur, « L'histoire bancaire, monétaire et financière française depuis 1980 », in Jean-Claude Daumas, *L'histoire économique en mouvement...*, op. cit., p. 167-187, et plus particulièrement pour cette question, p. 178-180.

45 Alain Plessis et Michel Lescure (dir.), *Banques locales et banques régionales en France au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 8, Christophe Lastecoueres, *Les feux de la banque : oligarchie et pouvoir financier dans le Sud-Ouest*, Paris, CTHS-histoire, 2006. Jean-Luc Mastin, *Capitalisme régional et financement de l'industrie dans la région lilloise, 1850-1914*, 4 vol. , thèse (histoire), Université Lille 3, sous la direction de Jean-Pierre Hirsch, 2007.

46 Lionel Dumond, « Les banquiers héraultais sous le Second Empire », *Liame*, n° 6, 2000, p. 83-144, Nicolas Marty, « Prosper Auriol père et fils », « Isaac Levy » pour la banque Auriol et Loubes et Veuve Auriol et fils (Perpignan), « Henri Bonnarel » pour la Banque du Roussillon, in Gérard Bonet et al., *Nouveau dictionnaire...*, op. cit., p. 76-78, 613-614 ; 160-161.

47 Lionel Dumond, « Avant-propos » de Jean-Louis Escudier, *Du capitalisme familial au XXe siècle. Le testament économique de Prosper Capelle (1865-1945)*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2008, p. 18-19.



48 Hervé Joly, François Robert, Alexandre Giandou, Entreprises et pouvoir économique dans la région Rhône-Alpes (1920-1954), Cahiers du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, Lyon, 2003.

49 Les programmes sont lancés par les décrets du 30 juin 1955.

50 Michel Battault, Essai sur les manifestations de sous-développement dans les Pyrénées-Orientales et les grandes lignes d'une politique économique départementale, mémoire de stage ENA (décembre 1959) présenté dans CERCA, Centres d'Etudes et de recherches catalanes des archives, 1961, n° 13-14, p. 358-365, ici p. 363.

51 Jules Milhau, « Le programme de développement de la région du Bas-Languedoc », Revue Économique, 6, 1956, p. 1024.

52 Ibid., p. 1026.

53 Olivier Dedieu, « Bio Milhau, » Association Maitron Languedoc Roussillon, consulté le 23 mars 2013, [http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.com/Bio %20Milhau.html](http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.com/Bio%20Milhau.html).

54 Ibid. p. 1033.

55 Jean Balladur, La Grande Motte. L'architecture en fête ou la naissance d'une ville, Espace Sud, 1994, p. 17. Il faut se garder, cependant, de penser que cet aménagement se fit sans l'aval des politiques locaux et des édiles : c'était bien l'État, le département et la commune intéressée qui créaient ensemble la station. Cf. Jean Sagnes, « L'aménagement touristique de la côte du golfe du Lion », in du même, Deux siècles de Tourisme en France, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2001.

56 Suzanne Savey, art. cit., p. 406.

57 Henri Solans, Essai sur l'économie des Pyrénées-Orientales, Perpignan, le publicateur, 1992.

58 Hubert Kreiswetter a proposé pour cela le concept de « réagrarisation ». Hubert Kreiswetter « Erklärungshypothesen zur regionalen Industrialisierung in Deutschland im 19. Jahrhundert », Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte, 1980, 67, p. 305-333.

59 Sur la pertinence de l'espace régional comme cadre d'analyse privilégié de l'industrialisation, cf. Sidney Pollard Peaceful conquest : the industrialization of Europe 1760, Oxford, Oxford University Press, 1988. Pour l'Europe méditerranéenne : cf. Louis Bergeron, Maurice Aymard, La croissance régionale dans l'Europe méditerranéenne : XVIIIe-XXe siècles, ed. Centre de recherches historiques, Paris, EHESS, 1992.

Pour citer cet article

Référence papier

Nicolas Marty, « Une désindustrialisation perpétuelle ? », *Rives méditerranéennes*, 46 | 2013, 63-80.

Référence électronique

Nicolas Marty, « Une désindustrialisation perpétuelle ? », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 46 | 2013, mis en ligne le 15 octobre 2014, consulté le 09 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rives/4518> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.4518>

Cet article est cité par

- Giband, David. Lebourg, Nicolas. Sistach, Dominique. (2021) La prise de Perpignan par le RN. *Pôle Sud*, n° 54. DOI: 10.3917/psud.054.0091

Auteur

Nicolas Marty

Nicolas Marty enseigne l'histoire contemporaine à l'Université de Perpignan Via Domitia. Il est chercheur au CRHiSM EA 2984 UPVD et participe aux activités de l'Association Française d'Histoire économique. Il travaille sur l'histoire économique et sociale de la France méridionale et de la Catalogne ainsi que sur l'histoire des marchés des produits de consommation en Europe, et particulièrement des boissons.

Articles du même auteur



Eau minérale contre viticulture : une usine au milieu des vignes. Les conflits autour de la source Perrier à Vergèze [Texte intégral]

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

